

En & vert

Avec vous

Le magazine des entreprises du paysage et des jardins

N°29
Juillet 2021



chaque
jardin
compte

Dossier : La biodiversité dans les marchés privés

TIRÉ À PART

Villes Vertes
en chantier

VIE DE LA PROFESSION

Tendance, les fleurs comestibles

Pampelonne, renaturation vertueuse

Compositeur végétal, un nouveau métier

Témoignage: être jardinier au Potager du Roi

Retour sur le Festival des Jardins de la Côte d'Azur

Savoir et faire-savoir



Végétaliser le cadre de vie : cette transformation continue d'être au cœur des attentes des Français qui désirent des actes concrets de la part des pouvoirs publics et de leurs élus.

Lorsque nous avons interrogé les Français en juin 2020, lors des élections municipales, ils étaient 78 % à souhaiter que les élus continuent d'accorder une place prioritaire à la végétalisation de la ville dans leurs actions locales. Plus récemment, dans un sondage BVA mené en avril pour une société de vidéosurveillance (Milestone), les espaces verts arrivent en tête lorsqu'on demande aux Français comment la ville doit évoluer. Avant la sécurité : 55 % pour une ville plus verte et plus durable, 51 % pour une ville plus sûre.

L'Unep ne s'est pas trompée en s'adressant aux candidats aux élections régionales. Cheffe de file en matière d'aménagement du territoire, la Région peut accompagner les collectivités qui souhaiteraient requalifier, réaménager ou végétaliser leurs espaces extérieurs,

comme les bords des routes et les entrées de ville, ou encore verdir le bâti. La contribution, envoyée à tous les candidats, listait des solutions permettant aux Régions de ramener la nature dans leurs territoires.

Au-delà de cette action, l'Unep a mené un important travail auprès des parlementaires pour verdir le projet de loi Climat et Résilience. Travail qui a porté ses fruits ! Alors que le texte initial ne prévoyait que très peu de dispositions en faveur de la végétalisation, il se verdit peu à peu. Ainsi, au fil des débats parlementaires et grâce à nos actions, le texte prévoit désormais des contraintes plus ambitieuses sur la végétalisation des toitures.

Une autre idée a récemment émergé : l'obligation de désimperméabiliser et de végétaliser les parkings extérieurs existants. Cette nouvelle disposition qui devrait être dans le texte définitif (en cours de discussion à l'heure d'écrire ces lignes) sera une formidable opportunité pour désartificialiser les espaces urbains, permettre à la biodiversité de se développer et contribuer à rendre nos villes plus résilientes (îlots de chaleur, atténuation de la pollution et des phénomènes d'inondations).

Que ce soit dans l'espace public ou privé, aussi bien dans les entreprises, dans les immeubles que chez les particuliers, nous avons collectivement tous à gagner avec le développement de la végétalisation et des solutions fondées sur la nature. Vous le savez, l'Unep le fait savoir.

LAURENT BIZOT,
PRÉSIDENT DE L'UNION NATIONALE
DES ENTREPRISES DU PAYSAGE



CAMPUS EVERGREEN, GROUPE CRÉDIT AGRICOLE
IMMOBILIER, MONTROUGE (92)

Sommaire

Actus	03
Vie de la profession	
Villes Vertes en chantier	37
7 ^e édition de Paysalia	41
Victoires du paysage	42
Formations modulables	44
Dossier	
La biodiversité dans les marchés privés	46
Zoom sur	
Promenade sur les bords de Loire	62
Innovation	
Compositions végétales	68
Avis d'expert	
Renaturation vertueuse	74
Tendances	
Le goût des fleurs	82
Initiatives Jardin	
L'esprit des lieux à Terre d'Accord	88
Grand témoin	
Jardinier au Potager du Roi	96
Feuilles à feuilles	106



En Vert & Avec vous est une publication de l'Union Nationale des Entreprises du Paysage, 60 ter rue Haxo, 75020 Paris. Tél. : 01 42 33 18 82 - Directeur de la publication : Laurent Bizot - Comité éditorial : V. Adeline, L. Bizot, P. Darmet, L. Dumas, F. Furtin, Ch. Gendron, Ch. Gonthier, S. Goujon, P. Goubier, J. Malsoute, A. Selinger, J.-Ph. Teilhol, D. Veysse
Rédactrice en chef : Bénédicte Boudassou (conception, rédaction, coordination). b.boudassou@gmail.com. Régie publicitaire : FFE, 15 rue des Sablons, 75016 Paris. Tél. : 01 53 36 20 40. Publicité : J.-S. Cornillet, js.cornillet@ffe.fr, assistante de fabrication : Aida Pereira - 01 53 36 20 39 - aida.pereira@ffe.fr. Maquette : Matthieu Rollat, matthieu.rollat@gmail.com
- Imprimé en France - Imprimeur : Imprimerie de Champagne - ISSN 2431-6423

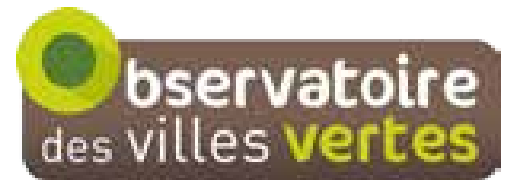


Les engagements de service de l'Unep sont certifiés, depuis 2006, selon le référentiel Quali'OP. Depuis 2014, l'Unep a le niveau confirmé de l'évaluation Afaq 26000 (démarche RSE). Ces démarches sont gages de confiance pour ses adhérents et ses interlocuteurs.



Villes Vertes en chantier

L'Observatoire des Villes Vertes, pour sa 9^e vague d'enquête parue en février 2021, s'est intéressé à l'artificialisation des sols. Dix-huit grandes villes françaises ont partagé leurs stratégies et leurs meilleures pratiques pour renaturaliser les sols urbains.



En amont du débat à l'Assemblée nationale sur le projet de loi Climat et Résilience, l'Observatoire des villes vertes avait interrogé les collectivités dès la fin 2020 sur leurs politiques de lutte contre l'artificialisation des sols. Sur les 18 villes de ce panel, 16 d'entre elles déclarent s'être emparées concrètement de cette lutte contre l'artificialisation.

Premières actions

Cette dynamique se structure à l'échelle politique et locale. Après une première impulsion des services espaces nature en ville et urbanisme, les édiles ont anticipé la volonté du Gouvernement et apportent leur contribution pour contrer les conséquences liées à l'artificialisation des sols. C'est par exemple le cas de la ville d'Amiens qui projette de créer un observatoire dédié pour évaluer le développement urbain.

« La volonté des villes pour ralentir l'artificialisation des espaces semble résister à l'atonie voulue par la crise, comme en attestent les projets tangibles initiés par ces dernières en ce début d'année 2021 » commente Laurent Bizot, président de l'Unep et co-président de l'Observatoire des Villes Vertes. « L'argument de l'attractivité des villes va sûrement jouer pour beaucoup, et ce d'autant plus en anticipation des prochains confinements, pour éviter un exode trop important d'habitants fuyant les grandes places urbaines pour plus de vert. »



Végétalisation de la Place Austerlitz, Ville de Strasbourg

Le domaine public en priorité

Contribuant à leur échelle à l'objectif du Gouvernement de réduire par deux le rythme d'artificialisation des sols sur les dix prochaines années, les grandes villes de France se lancent dans des projets de renaturation et de désimperméabilisation des sols au sein de leur territoire. Concrètement, les travaux de désimperméabilisation sont la solution préférée des collectivités (15 villes sur 18). Par ailleurs, 12 villes sur 18 se lancent ou se sont lancées dans une revitalisation de leurs friches urbaines. À titre d'illustration, le projet Reims Grand Centre vise à requalifier les friches d'une ancienne zone d'activités de 7 hectares (soit l'équivalent de 10 terrains de foot) en plein cœur de ville, en y intégrant un important volet végétal composé de 150 arbres, 18 350 arbustes et plantes vivaces, 3 000 m² de prairies, et une forêt urbaine de 1 600 m². Cette palette sera

complétée par une végétalisation des noues et des parcelles d'infiltration.

D'autre part, presque la moitié des villes répondantes (8 sur 18) envisagent ou ont déjà débuté le verdissement des cours d'école. C'est le cas de Paris qui a lancé l'initiative des cours Oasis : ce projet de rénovation des cours d'écoles en y intégrant de la végétation permet une meilleure gestion de l'eau de pluie, en plus d'aménagements plus ludiques dans un objectif d'amélioration du bien-être des écoliers.

De manière générale les villes veulent éviter d'artificialiser encore plus, et font appel pour cela quasi systématiquement à des concepteurs-paysagistes dans les projets de maîtrise d'œuvre (14 sur 18). Des mesures coercitives sont également indiquées dans les PLU/PLUi, et sont de plus en plus appliquées par les villes (10 sur 18).

Trois ambitions

Au cœur des politiques publiques des villes interrogées, trois ambitions président à la lutte contre l'artificialisation des sols : favoriser la biodiversité en ville, améliorer le cadre de vie des administrés et, enfin, lutter contre les îlots de chaleur. Ces bénéfiques recherches sont talonnées par l'amélioration de la qualité de l'air et l'attractivité de la ville, les arguments d'ordre économique étant relégués en bas de classement. « *L'urgence de protéger la biodiversité et de sanctuariser des îlots de fraîcheur en ville a bien été saisie par les municipalités* » se félicite Pascal Goubier, président d'Hortis et co-président de l'Observatoire. « *Pour autant, les sujets de l'attractivité et de l'essor économique devraient devenir les prochains piliers des politiques de végétalisation, en associant les citoyens et les acteurs privés dans cette démarche.* »

Des efforts à soutenir

Ces actions constatées restent majoritairement concentrées sur le domaine public. Et si elles intègrent les acteurs privés de façon systématique au stade de la réflexion, des pistes restent à explorer pour engager ces acteurs dans la mise en œuvre de ces actions. Par ailleurs, ces efforts pourraient pâtir d'un ralentissement des investissements dans les infrastructures publiques dû à la crise de la Covid-19. En effet, de nombreux chantiers publics sont à l'arrêt, les budgets des communes ayant parfois fortement été impactés par cette crise sanitaire.

www.observatoirevillesvertes.fr

